

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU PUY-DE-DOME
2/4 RUE SERGE GAINSBURG
63100 CLERMONT-FERRAND

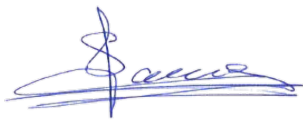


Marché public de services

Prestation de nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites
de la CPAM du Puy-de-Dôme

Marché n° : 2026-005

Appel d'offres ouvert

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Rédigé par : S. FAURE	Contrôlé par : C. ARNAUD	Validé par : S. CASCIANO
	 <i>Pour le directeur et par délégation</i>	
03/02/2026	04/02/2026	05/02/2026

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Objet du marché – Dispositions générales

ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché

ARTICLE 3 – Durée du marché

ARTICLE 4 – Conditions financières

ARTICLE 5 – Modalités de règlement

ARTICLE 6 – Clause de financement et de sureté

ARTICLE 7 – Pénalités – Réfactions sur prestations

ARTICLE 8 – Sous-traitance

ARTICLE 9 – Calendrier annuel des prestations

ARTICLE 10 – Organisation du travail

ARTICLE 11 – Locaux, matériels et prestations mis à la disposition du Titulaire

ARTICLE 12 – Sujétions résultant des activités d'exploitation

ARTICLE 13 – Service minimal en cas d'arrêt de travail

ARTICLE 14 – Etablissement d'un plan de prévention

ARTICLE 15 – Conditions d'exécution par le Titulaire de prestations de nettoyage pour le compte de tiers

ARTICLE 16 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

ARTICLE 17 – Développement durable

ARTICLE 18 – Mise en œuvre du plan de progrès

ARTICLE 19 – Délais de remise des documents par le Titulaire

ARTICLE 20 – Confidentialité - sécurité

ARTICLE 21 – Responsabilité - Assurances

ARTICLE 22 – Clauses d'adhésion

ARTICLE 23 – Réserves

ARTICLE 24 – Résiliation du marché

ARTICLE 25 – Règlement des litiges

ARTICLE 26 – Documents annexes au présent CCAP

ARTICLE 27 – Dérogations aux documents généraux

1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) définit les conditions générales et particulières d'exécution des prestations du marché.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son Annexe 1 (descriptif par lot).

Les plans détaillés des locaux sont joints en Annexe 2 du CCTP.

1.2 - Allotissement

Le présent marché est décomposé en huit (8) lots.

Conformément à l'article R2113-1 du Code de la Commande Publique, chaque lot constitue un marché. Chaque marché fait l'objet d'un acte d'engagement distinct.

Les lots comprenant les prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie sont définis comme suit :

Lot n° 1 : Site Solaris, 2/4 rue du Serge Gainsbourg, 63100 CLERMONT-FERRAND

Lot n° 2 : Site de Riom, 2 bis avenue de Châtel-Guyon, 63200 RIOM

Lot n° 3 : Site de Croix de Neyrat, rue du Torpilleur Sirocco, 63100 CLERMONT-FERRAND

Lot n° 4 : Site d'Issoire, 28 et 34 rue Antonin Gaillard, 63500 ISSOIRE

Lot n° 5 : Site de Thiers, 20 rue des Docteurs Dumas, 63300 THIERS

Lot n° 6 : Site d'Ambert, 21 bis boulevard de l'Europe, 63600 AMBERT

Lot n° 7 : Site de Pasteur, 2 rue du puits Artésien, 63000 CLERMONT-FERRAND

Lot n° 8 : Vitrerie des 7 sites de la CPAM Puy-de-Dôme

1.3 – Prestations Supplémentaires Eventuelles - PSE

PSE n° 1 – Prestations de nettoyage renforcée en situation de crise sanitaire.

Cette PSE porte sur des prestations complémentaires de nettoyage et de désinfection renforcées, activables en cas de crise sanitaire déclarée par les autorités compétentes ou résultant de recommandations sanitaires applicables aux locaux concernés.

Les prestations sont décrites au CCTP.

Les candidats chiffront obligatoirement la présente PSE.

Leur mise en œuvre est déclenchée par ordre de service.

La non-activation de la PSE n'ouvre droit à aucune indemnité.

La mise en œuvre des prestations supplémentaires éventuelles est activée pour une durée limitée, strictement nécessaire au regard de la situation sanitaire ayant motivé son déclenchement. L'ordre de service précise la date de début d'exécution et, le cas échéant, la durée prévisionnelle d'application des prestations.

La PSE peut être prolongée ou interrompue par ordre de service en fonction de l'évolution de la situation sanitaire ou des recommandations applicables aux locaux concernés, sans que cette activation ne constitue une modification substantielle du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non dans le cadre du marché les prestations supplémentaires éventuelles lors de l'attribution du marché.

1.4 - Modification du marché

Conformément à l'article L2194-1 et l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

Ces modifications pourront porter sur :

- la fermeture définitive d'un site
- la fermeture temporaire d'un site
- la fermeture d'un site et l'intégration d'un nouveau site (déménagement)
- la modification des revêtements de sols
- la diminution ou l'augmentation des superficies (en m2)
- la diminution ou l'augmentation des périodicités d'intervention
- la suppression ou l'ajout de prestations

Toute modification de la masse du forfait donnera lieu à la signature d'un avenant au marché.

1.5 - Parties contractantes

1.5.1 - Les parties contractantes sont :

- D'une part :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme

63031 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9

Représentée par son Directeur, Stéphane CASCIANO.

Désignée dans le présent CCAP par l'expression « **le Pouvoir Adjudicateur** » ou « **l'Organisme** ».

- D'autre part :

Le Titulaire du marché qui conclut le marché avec le Pouvoir Adjudicateur et désigné dans le présent CCAP par l'expression « **le Titulaire** ».

1.5.2 - Les identifiants sont :

Le représentant légal du Pouvoir Adjudicateur est :

Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme.

Le comptable assignataire des paiements est :

Le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme.

Le service interlocuteur du Titulaire dans le cadre de la gestion courante du présent marché est :

Le service Pilotage et Marchés.

Le Titulaire est :

Le prestataire qui conclut le marché avec le Pouvoir Adjudicateur. Il désignera, dès la notification du marché, un ou plusieurs responsables ayant qualité pour le représenter vis à vis de l'Organisme. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression « **le Représentant du Titulaire** ».

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement du domicile élu par le Titulaire, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de Clermont-Ferrand jusqu'à ce que le Titulaire ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.6 - Notifications et communications

Les notifications et communications seront réalisées conformément au paragraphe 3.1 de l'article 3 du CCAG FCS.

Toutefois le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de communiquer de façon électronique avec les candidats puis le Titulaire.

2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre ci-après et ce en cas de contradiction entre elles :

Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (AE) pour chaque lot ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour chaque lot ;

- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son Annexe :
 - Annexe 1 : Informations relatives à la reprise du personnel (tableaux de données en application de l'accord du 29 mars 1990 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire) (ancienne annexe VII) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Tableaux descriptif des locaux et des équipements, description et périodicité des prestations ;
 - Annexe 2 : Plans ;
- le cadre de réponse technique pour chacun des lots correspondant à l'offre technique et environnementale du Titulaire ;
- le livret de sécurité du prestataire,

Pièces générales non jointes car réputées connues du Titulaire :

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de sécurité sociale,
- Le Code de la Commande Publique issue de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), arrêté du 30/03/2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services,
- L'ensemble de la réglementation et normes en vigueur relatives aux prestations, objet du présent marché.

Autres pièces :

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Les originaux détenus par la personne publique font seuls foi.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CPAM et le Titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

3 – DUREE DU MARCHE

3.1 - Durée d'exécution et point de départ

Le marché est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois et **prendra effet au 1^{er} juillet 2026**.

Le contrat est renouvelable trois (3) fois, par reconduction tacite, par périodes successives de douze (12) mois, sauf dénonciation du marché par l'Organisme en adressant au Titulaire une lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chaque échéance annuelle.

Conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

La notification est formalisée par l'envoi de l'Acte d'Engagement au candidat retenu signé par le Directeur de la CPAM du Puy-de-Dôme.

3.2 - Période d'essai

Le marché est assorti d'une **période d'essai de trois mois**, à l'issue de laquelle le Pouvoir Adjudicateur, en cas de manquements répétés ou considérés par lui comme graves, pourra :

- soit prononcer la résiliation aux torts exclusifs du Titulaire, sans indemnité,
- soit prononcer une nouvelle période d'essai de trois mois.

En tout état de cause, la période d'essai ne pourra excéder un délai de six mois décompté à partir du début d'exécution du marché. A l'issue de ce délai, si les manquements répétés ont perduré, la résiliation du marché interviendra sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Dès lors, la notification de résiliation interviendra auprès du Titulaire défaillant avec un préavis de trois (3) mois, qui débutera soit à l'issue de la première ou de la seconde période d'essai, de façon à permettre à l'Organisme d'organiser les consultations nécessaires pour la désignation d'un nouveau Titulaire sur le lot défaillant. Le Titulaire défaillant s'engageant pour sa part, pendant ce préavis, à garantir le niveau de prestations tel qu'arrêté initialement dans le CCTP, sous peine d'application des pénalités et réfections telles que définies aux articles 7.1. et 7.2. du présent CCAP.

4 – CONDITIONS FINANCIERES

4.1 - Prix du marché

Les prix du marché sont établis en euros Hors Taxes (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC) mentionnés dans les Décompositions de Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour les prestations forfaitaires et les Bordereaux de Prix Unitaires (BPU) pour la fourniture des consommables sanitaires.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

Les prix indiqués dans les BPU et les DPGF sont réputés complets et couvrir les prestations décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ils comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Il est bien précisé que les stipulations figurant dans le présent CCAP et le CCTP remis aux entreprises avec le dossier de consultation, constituent les préconisations minimales qui sont exigées par l'Organisme pour la réalisation et l'exécution des prestations. Chaque Titulaire devant la complète exécution dans le respect des réglementations présentes et futures et en application des règles de l'art, techniques et usages en vigueur dans sa profession.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'Acte d'Engagement, le Titulaire prendra soin de signaler par écrit au Pouvoir Adjudicateur toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution de la mission prévue.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du cahier des charges pour justifier une demande de supplément.

4.2 - Réserves

Dès la consultation du dossier et avant la remise de son offre, le candidat prendra soin de signaler, par écrit à la CPAM, toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

4.3 - Révision de prix

Le marché est principalement à prix forfaitaire et pour partie à prix unitaire. Les deux types de prix sont révisibles, selon la même formule.

Les prix sont réputés fermes la première année, puis révisibles chaque année à la date d'anniversaire de début d'exécution.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois zéro correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = Po [0,15 + 0,85 (IPPm/IPPo)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix d'origine fixé dans l'offre du Titulaire

IPPo = valeur de l'indice INSEE identifiant 10766545 (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage – Prix de marché – Base 2021) du mois zéro (Mo).

IPPm = dernière valeur de l'indice INSEE identifiant 10766545 (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage – Prix de marché – Base 2021) connue lors de la révision à la date anniversaire du contrat.

Le prix ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Dès que la valeur de l'indice est connue, et dans le délai d'un mois à compter de la date anniversaire du marché, le Titulaire ou les services du Pouvoir Adjudicateur sollicitent, avec effet à la date de révision, l'application de la formule paramétrique et présente au Pouvoir Adjudicateur le calcul des prix révisés, en mentionnant la référence exacte de la publication des indices utilisés.

Tout calcul effectué à l'intérieur de la formule de variation est arrêté à la 4ème décimale ; le coefficient obtenu est limité à 3 décimales après arrondissement par défaut lorsque la 4ème décimale est inférieure à 5, par excès dans les autres cas.

La périodicité de la révision étant annuelle, elle interviendra pour la première fois, en cas de reconduction au-delà de la première année, à la date anniversaire du contrat dont l'origine est fixée par la notification du premier ordre de service valant début d'exécution des prestations.

Le mois de lecture de l'indice d'origine est le mois Mo.

Le mois de lecture de l'indice pour la révision est le mois anniversaire du contrat.

Dans le cas où l'application des dispositions qui précèdent conduirait à une variation en hausse supérieure à 5%, l'Organisme se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché ou de limiter l'incidence de la révision à ce même taux maximum ; l'alternative entre ces deux solutions étant laissée à l'entière discrétion du Pouvoir Adjudicateur.

En cas de modification du régime fiscal, l'incidence des modifications en hausse ou en baisse est immédiate et répercutée sur les prix du marché.

4.3 - Mode d'établissement du prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, "mois zéro", sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

5 - MODALITES DE REGLEMENT

La CPAM du Puy-de-Dôme dispose d'un compte sur le portail CHORUS PRO. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire devra transmettre ses factures via ce portail en renseignant les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET qui identifiera la CPAM du Puy-de-Dôme en tant que destinataire de la facture : 77563424900053.
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DU MARCHE.

Les factures mensuelles et semestrielles afférentes au paiement seront transmises et accompagnées de tous justificatifs permettant d'accréditer le respect des conditions d'exécution des prestations, tant sous l'angle qualitatif que quantitatif.

Elles doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire
- le numéro et la date d'émission de la facture
- le numéro de son compte bancaire ou postal
- le numéro du présent marché
- la quantité, le détail des prestations réalisées et la période
- les prix hors T.V.A.
- le montant et le taux de la T.V.A.
- les prix T.T.C. exprimés en euros



Le règlement interviendra dans un délai maximum de 30 (trente) jours à réception d'une facture conforme, selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans ce délai, entraînera de plein droit le versement d'intérêts moratoires sur la base du taux de la principale facilité de refinancement accordée par la Banque Centrale Européenne majoré de 8 (huit) points ainsi que le paiement de la somme de 40 (quarante) euros, montant correspondant à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

6 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 - Cautionnement - Retenue de garantie

Le Titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

6.2 - Avance

Sauf refus du Titulaire exprimé à l'acte d'engagement, conformément l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance sera versée au Titulaire si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance versée au Titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

7 - PENALITES - REFACTIONS SUR PRESTATIONS

Seules les prestations effectivement exécutées et de manière satisfaisante donnent droit au paiement intégral du prix.

7.1 - Pénalités

Dispositions générales :

La voie amiable est systématiquement recherchée. Cependant, tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sont cumulables, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne représentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles, et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités ou réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du lot concerné suivant le calcul des pénalités.

En tout état de cause, le montant des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année contractuelle d'exécution (1^{er} juillet N au 30/6 N+1) ne pourra excéder 25 % du montant hors taxes forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire par courriel ; celui-ci peut présenter ses observations au Pouvoir Adjudicateur dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté ces pénalités.

Toutes les pénalités sont cumulables. Le montant des pénalités sera révisé selon les mêmes modalités que les prix du contrat.

Pénalités liées à l'exécution des prestations objets du présent marché

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, celui-ci en court, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable une pénalité fixée à 10 €, ramenée à 5 € pour les lots 2 à 7.

En cas de retard, d'inexécution ou de mauvaises exécution de la prestation, adressée au Titulaire par courriel, ou lors de la réunion mensuelle contradictoire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit, pour une non prise en compte d'observations ou de corrections demandées, à l'occasion des contrôles, d'appliquer les pénalités suivantes :

- Lorsque la prestation est non réalisée, une pénalité de 10 € par jour de retard (ramené à 5 € pour les lots 2 à 7), le délai démarrant à J+1 de la notification de l'inexécution ou de la mauvaise exécution
- S'il est constaté que le personnel ne dispose pas des produits ou matériels nécessaires à l'exécution des prestations, une pénalité de cent euros par jour de retard sera appliquée
- S'il est constaté un défaut d'approvisionnement des distributeurs de papier toilette, essuie-main ou savon, il sera appliqué une pénalité de dix euros par jour de retard et par distributeur,
- En cas de non transmission des documents contractuels, il sera fait application d'une pénalité de cinquante (50) euros par jour de retard.
- Non remplacement du personnel à J+1 pour une absence inopinée, il sera appliqué une pénalité de cinquante (100) euros par jour de retard.
- Non présentation du plan de progrès il sera appliqué une pénalité de cent (100) euros par mois de retard.
- Non suivi et actualisation du plan de progrès il sera appliqué une pénalité de cent (100) euros par mois de retard.
- En cas de non-respect des horaires de travail sur site des agents de nettoyage, il sera appliqué une pénalité de 20 € par heure de travail non effectuée, au regard du temps de travail mensuel stipulé dans l'offre du Titulaire.

Pénalités spécifiques :

Rupture d'approvisionnement des consommables sanitaires (papier hygiénique – essuie-mains papier – savon)	10 € par jour non approvisionné en PH 5 € par jour non approvisionné en EM et savon
Perte d'un badge ou d'une clé	50 € + coût du remplacement
Absence mise en place du dossier d'exploitation complet dans le délai	50 € par semaine de retard



Non mise à jour du dossier d'exploitation	50 € par constat
Absence de traçabilité en entrée et sortie du personnel de nettoyage à l'aide de la carte d'accès fournie par la CPAM.	5 € par absence
Non remise de l'attestation d'assurance et des attestations de régularité fiscales et sociales	5 € / jour de retard
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel, par cas constaté	75 €
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services), par cas constaté	75 €
Introduction d'un tiers non autorisé	200 € par constat
Absence de tenue vestimentaire adaptée	20 € par constat
Matériel non conforme à la réponse formulée par le candidat	75 € par matériel
Vidange ou remplissage des seaux en lieux non autorisés	50 € par constat
Absence de la fiche traçabilité sur les réfrigérateurs (planification et réalisation nettoyage réfrigérateurs et micro-ondes)	20 € par constat
Absence de communication de la planification des prestations semestrielles dans le délai (art. 4. du CCTP)	50 € par constat et par site
Réalisation des prestations de vitrerie hors délai	100 € par jour de retard
Non-respect des consignes de sécurité définies au plan de prévention	75 € par constat
Locaux et fenêtres non refermés après prestations	75 € par fenêtre
Non étiquetage des produits utilisés	75 € par produit
Non extinction des lumières après exécution des prestations de nettoyage	75 € par local
Non réalisation de la supervision de l'encadrant sur site selon fréquence et durée annoncées dans le cadre de réponse du Titulaire (ou DPGF)	75 € par supervision non réalisée
Contrôle mensuel contradictoire hors délai	20 € par jour de retard
Non réalisation des heures effectuées dans le cadre de la clause sociale (sur rapport du facilitateur)	50 € par heure manquante

Produits d'entretien non conformes à la clause environnementale	75 € par type de produit
Non réalisation du plan de progrès	50 € par mois de retard

Contrairement à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités mensuelles d'un montant inférieur à mille (1 000) euros TTC, seront appliquées.

Néanmoins et à l'entière discrétion de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, sans que le Titulaire puisse s'y opposer, l'application des pénalités pourra se voir substituer la réalisation d'heures supplémentaires d'entretien, pour remédier soit à des manquements, soit pour procéder à une remise à niveau.

Ces opérations de reprise, en substitution, pourront correspondre à la non application de pénalités.

7.2 - Réfections

D'une manière générale, les réfections s'appliquent à tout défaut d'exécution.

Lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse, il y aura lieu d'appliquer une réfaction.

- Réfaction sur le plan "aspects", selon finalités définies dans l'article 2 du CCTP.

Les opérations qui n'auront été exécutées que partiellement donneront lieu à l'application d'une réfaction correspondant à 2 % du forfait mensuel par local et par jour de retard, pour l'entretien des locaux.

Les opérations qui n'auront été exécutées que partiellement donneront lieu à l'application d'une réfaction correspondant à 0,5 % du forfait par unité de vitrage pour l'entretien des surfaces vitrées.

- Réfaction sur le plan "hygiène" et "confort" selon finalités définies dans l'article 2 du CCTP.

Tout défaut constaté fera l'objet d'une réfaction correspondant à 2 % du forfait mensuel par local et par jour de retard.

7.3 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont les suivantes :

- Vérifications quantitatives

Les vérifications auront lieu, par rapport aux unités physiques suivantes :

- locaux (chaque bureau ou espace spécifique sur un même niveau comptant pour un local),
- surfaces,
- heures.

Un contrôle mensuel sera effectué sur chaque site par le délégataire du Pouvoir Adjudicateur qui donnera lieu à la validation de la fiche récapitulative des prestations annexes réalisées au cours du mois et accompagnant la facture.

- Vérifications qualitatives

Elles auront pour but de constater la correspondance entre les prestations exécutées et les spécifications du cahier des charges et plus spécifiquement du CCTP.

Ces vérifications seront menées contradictoirement entre le Titulaire ou son Représentant défini à l'article 1.4.2 du présent CCAP et le Pouvoir Adjudicateur ou son Délégué, notamment lorsque l'objet de ces opérations visera à l'application des dispositifs énoncés aux articles 7.1 et 7.2 du CCAP.

A défaut de pouvoir être menées contradictoirement, notamment en cas d'absence d'un Représentant du Titulaire investi des pouvoirs nécessaires les constatations seront réalisées unilatéralement par l'Organisme.

Ce constat donnera lieu à la rédaction d'un rapport qui sera adressé au Titulaire, qui disposera d'un délai de dix (10) jours calendaires pour faire part de ses observations.

A défaut d'observations, acceptées par l'Organisme, le mécanisme des pénalités et réfections sera appliqué d'autorité sur la facturation du mois concerné.

8 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de l'exécution des prestations objet du présent marché est soumise aux dispositions des articles L 2193-1 à L2193-14 ainsi que R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique.

Le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

9 - CALENDRIER ANNUEL DES PRESTATIONS

Le Titulaire devra soumettre au visa du Pouvoir Adjudicateur ou à son Représentant, le calendrier semestriel des prestations, dans le délai fixé à l'article 19 du présent CCAP.

Dans les 30 jours suivants la notification du marché : calendrier des prestations pour le second semestre 2026.

Le 01/12/N : calendrier des prestations pour le premier semestre N+1.

Le 01/06/N : calendrier des prestations pour le second semestre N.

.....

Ce calendrier doit être mis à jour périodiquement suivant l'expérience acquise sur le site et le degré de satisfaction des usagers.

10 - ORGANISATION DU TRAVAIL

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après.

10.1 - Effectifs

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites, notamment à l'article 4 et suivant du CCTP, la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations,

basée notamment sur les périodicités définies à l'article 4 du CCTP et à son Annexe 1, seront fixés par le Titulaire dans le cadre de réponse technique.

Le Titulaire devra appliquer la législation en vigueur, pour les modes de répartition qu'il proposera.

Le Titulaire informera le Pouvoir Adjudicateur des modifications des personnels affectés aux sites.

10.2 - Encadrement du personnel

Le Titulaire devra obligatoirement affecter en permanence au chantier, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP.

Lot n° 1 : Site de Solaris

L'agent responsable de l'encadrement devra être présent quotidiennement sur le site.

Autres lots : L'agent responsable de l'encadrement devra à minima visiter son personnel une fois par mois.

Cet agent devra avoir reçu délégation du Titulaire, notamment afin de pouvoir représenter ce dernier dans les contrôles de prestations, à exécuter contradictoirement avec le Pouvoir Adjudicateur ou son Délégué.

Le Titulaire sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces ; il devra se rendre aux convocations du Pouvoir Adjudicateur en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

Le Titulaire est responsable de ses ouvriers en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux, des vols qui pourraient être commis par ses préposés ainsi que de toutes utilisations faites à titre personnel, par ses employés, préposés ou sous-traitants, des équipements ou matériels de l'Organisme.

10.3 - Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au Titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché en accord avec la CPAM du Puy-de-Dôme bénéficiaire des prestations.

Dans ces conditions, le Titulaire sera tenu de présenter le site les moyens et modalités d'organisation qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit du Pouvoir Adjudicateur.

Ces moyens d'organisation feront l'objet de réorganisation locale au fur et à mesure de la poursuite du conflit. Le Titulaire prévoit un plan BIS dégradé en cas de grève. En cas d'arrêt de travail, le Titulaire devra assurer, les prestations définies indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des personnes et des bâtiments, selon les fréquences établies en accord avec le Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Organisme par tout moyen de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

10.4 - Accès aux locaux et équipements

Le Pouvoir Adjudicateur dotera le Titulaire de clés et badges, en quantité suffisante, permettant l'accès à certains locaux intéressés par les prestations.

En cas de perte ou de vol, le Titulaire avisera aussitôt le Pouvoir Adjudicateur des exemplaires manquants ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au Titulaire, au tarif en vigueur.

En fin de marché, le Titulaire sera tenu de remettre à l'Organisme, les clés et badges confiés initialement.

10.5 - Règles de sécurité

10.5.1 - Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des sols.

Il est rigoureusement interdit au personnel du Titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux. Les portes et fenêtres doivent être fermées et les lampes éteintes dès l'achèvement des opérations de nettoyage.

10.5.2 - Personnel

Le Titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail tant générales que particulières. A ce titre, le personnel est tenu de respecter le règlement intérieur de l'Organisme.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance, avant tout commencement d'exécution du marché du règlement intérieur régissant le fonctionnement des bâtiments désignés dans le marché et des consignes de sécurité qui leur sont applicables.

Le Titulaire s'engage pour lui-même, ses préposés et éventuels sous-traitants au respect de la charte de confidentialité présente et future mise en œuvre au sein de l'Organisme, concernant le secret professionnel et la non communicabilité des données personnelles, dont il pourrait avoir connaissance, du fait ou à l'occasion de son activité.

Le personnel du Titulaire et celui de ses éventuels sous-traitants sont tenus d'observer les règlements intérieurs et les prescriptions qui en découlent.

10.5.3 - Discipline

Le Titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurités propres aux différents sites.

11 - LOCAUX, MATERIELS ET PRESTIONS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Le Titulaire devra soumettre au Pouvoir Adjudicateur, dans le délai fixé à l'article 19 du présent CCAP, le projet de ses installations.

11.1 - Locaux

Un local spécifique sera mis gracieusement à disposition du Titulaire, afin de lui permettre d'entreposer les fournitures et matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

Le Titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. Les interventions du Pouvoir Adjudicateur, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation seront facturées au Titulaire.

11.2 - Matériels

L'exécution des prestations devra être réalisée exclusivement avec le matériel du Titulaire.

11.3 - Produits

Le Titulaire fournira tous les produits nécessaires au réapprovisionnement des sanitaires.

11.4 - Prestations

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau froide ou chaude, nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations, seront assurées gratuitement par le Pouvoir Adjudicateur.

12 - SUJETIONS RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par le Pouvoir Adjudicateur.

13 - SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le Titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies ci-dessous, indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité :

- nettoyage et approvisionnement des blocs sanitaires,
- ramassage, enlèvement et évacuation dans les conteneurs, des papiers, cartons, gobelets, déchets alimentaires et objets divers,
- collecte et vidage des poubelles et évacuation dans les conteneurs,
- ouverture et fermeture des locaux.

14 - ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION

Pour prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et le matériel de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (entreprise utilisatrice) et le Titulaire du marché (entreprise de propreté), une réunion préalable au démarrage du chantier sera organisée entre les responsables des deux entités, afin de réaliser le **plan de prévention** édicté par le décret 92-158 du 20 février 1992.

15 - CONDITION D'EXECUTION PAR LE TITULAIRE DE PRESTATIONS DE NETTOYAGE POUR LE COMPTE DE TIERS

L'exécution par le Titulaire de prestations de nettoyage pour le compte de tiers occupants des locaux :

- Service Social,
- Accueil Retraite,
- Caf,

sera subordonnée à l'autorisation du Pouvoir Adjudicateur ou ses délégataires dûment mandatés.

16 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

16.1 - Reprise du personnel

Conformément aux dispositions de l'article L.1224-1 du Code du travail et à l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011, le Titulaire du marché est tenu de reprendre le personnel affecté au marché par le Titulaire sortant, dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes précités.

Le Titulaire, relevant du champ d'application de ladite convention collective, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel concerné lors d'un changement de prestataire, sous réserve de l'éligibilité des salariés aux dispositions de l'annexe 7.

Les informations relatives au personnel susceptible d'être repris (liste nominative, conditions contractuelles, temps de travail, ancienneté, rémunération, etc.) sont transmises par le Titulaire sortant. Le Pouvoir Adjudicateur n'étant ni l'auteur ni le garant de ces informations, celles-ci sont communiquées à titre indicatif et ne sauraient engager sa responsabilité.

Il appartient au Titulaire d'effectuer toutes vérifications utiles et de se conformer strictement aux obligations légales, réglementaires et conventionnelles applicables en matière de reprise du personnel.

La liste du personnel concerné figure en annexe 1 « Reprise du personnel » au présent CCAP.

16.2 - Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

16.3 - Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employé à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

16.4 - Liste nominative du personnel

Le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur, dans le délai fixé à l'article 19 du présent CCAP, la liste nominative du personnel. Cette liste sera tenue à jour mensuellement et réactualisée à chaque changement de personnes, notamment pendant les périodes de congé.

16.5 - Visites médicales

Le Titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumettra, d'autre part, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignées par le Titulaire sur un registre spécial.

16.6 - Vêtements de travail

Le Titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection, d'un type et d'une couleur agréés par le Pouvoir Adjudicateur.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est revêtu de son vêtement de travail, de protection appropriée, de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

16.7 - Liens juridiques

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous égards les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc.).

Tout accident ou maladie pouvant affecté le personnel du Titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le Titulaire.

17 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de respect de l'environnement et des enjeux sociaux. A ce titre, il devra présenter la politique de son entreprise dans ces domaines ainsi que les mesures spécifiques mises en œuvre afin de prendre en compte et de limiter l'impact environnemental de l'activité exercée.

Dans le choix de ses partenaires, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme souhaite promouvoir les valeurs de l'Institution de Sécurité Sociale, lesquelles s'inscrivent pleinement dans les préoccupations du développement durable, tous champs confondus.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Clause Sociale pour le lot 1 Solaris.

Elles sont décrites à l'article 17.1 du CCAP.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Clause environnementale pour tous les lots.

Elles sont décrites à l'article 17.2 du CCAP.

17.1 - Clause sociale applicable au lot 1 Site Solaris

Conformément à l'Article L2112-2, le cahier des charges du présent marché comporte une clause d'exécution des prestations visant, entre autres, à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et ainsi à lutter contre le chômage pour le lot 1 Site Solaris.

La CPAM du Puy-de-Dôme est représentée par Clermont Auvergne Métropole et le réseau Régional des Facilitateurs Auvergne Rhône Alpes. La coordination du suivi du marché est réalisée par Clermont Auvergne Métropole. Les facilitateurs concernés seront désignés au démarrage du marché.

17.1.1 - Nature de l'engagement

L'entreprise Titulaire du marché s'engage à réserver aux personnes visées par la clause emploi le nombre d'heures minimum annuel de **300 heures/an**.

Le nombre d'heures indiqué ci-dessus constitue un minimum obligatoire. Le Titulaire du marché précise au cadre de réponse technique s'il propose de réserver un volume plus important.

17.1.1.2 - Critère d'éligibilité

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
 - d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/ BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de l'opérateur France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur concerné par le marché, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par le Facilitateur clause sociale concerné par le marché (soit Clermont Auvergne Métropole ou un facilitateur nommé par cette structure pour le compte de l'Organisme bénéficiaire, en amont de tout contrat de travail.

Le recrutement de la personne prioritaire doit être postérieur à la date de notification du marché.

17.1.1.3. Durée d'éligibilité

Une personne bénéficiaire de la clause peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

17.1.1.4. Principe de globalisation

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant son exécution, le Titulaire du marché peut solliciter, auprès de Clermont Auvergne Métropole, ou du facilitateur désigné la globalisation

des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

Elle peut être déclarée recevable si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion. Les heures d'insertion doivent être réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés et sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

17.1.2. Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le Titulaire

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le Titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise Titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

L'entreprise Titulaire peut proposer, dans les 8 jours suivant la notification du marché, les modalités qu'elle envisage pour réaliser ses engagements insertion susvisés, ainsi qu'un planning de mise en œuvre.

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

17.1.3 Accompagnement de l'action et coordonnées :

La cellule dédiée de Clermont Auvergne Métropole et les facilitateurs du réseau Régional peuvent accompagner l'entreprise Titulaire du marché.

Pour ce faire, les équipes de facilitateurs auront notamment pour mission :

- de suivre et de faciliter par tous moyens l'application de la clause, de mettre en relation les entreprises et les bénéficiaires potentiels ;
- d'accompagner les recrutements liés à la clause d'insertion avec le concours des Organismes spécialisés et d'accompagner leur suivi.
- d'informer les entreprises sur les dispositifs et les accompagnements personnalisés.
- d'étudier les actions de formation professionnalisantes éventuelles, en lien avec les financeurs publics ;
- d'aider le Titulaire à préciser ses besoins et les moyens par lesquels il compte réaliser ses engagements ;
- d'assurer un suivi de l'exécution de la clause durant toute la durée du marché.
- d'appuyer le Titulaire en cas de difficulté à mettre en œuvre la clause

Coordonnées de la coordination du suivi du marché :

Clermont Auvergne Métropole
Anas CHAFOUI
Facilitateur de clauses sociales
Direction des Solidarités - Pôle IAE
Tel : 06.59.05.76.82
Mail : a.chafoui@clermontmetropole.eu

17.1.4 Suivi et évaluation de la clause sociale

La cellule de Clermont Auvergne Métropole et le facilitateur assurent le suivi et le contrôle de l'exécution de la clause emploi pour le compte de l'Organisme, le Titulaire s'engage donc à répondre à ses sollicitations et à fournir, dans les délais ci-dessous, tous renseignements nécessaires (planning de mise en œuvre...) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de la clause d'insertion.

Au démarrage du marché :

Dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du marché, l'entreprise informe par courriel le facilitateur des dispositions qu'elle compte prendre pour assurer le respect de la clause emploi.

Avant l'embauche :

Le Titulaire informe par mail le facilitateur de l'embauche à venir (date de démarrage et durée de la mission, partenaire éventuel).

Au moment de l'embauche ou au plus tard 1 mois avant la fin du marché :

Le Titulaire informe le facilitateur de la réalisation de son engagement :

- Dans le cas d'un recrutement direct, le Titulaire envoie tous les mois :

*les documents permettant la vérification de l'éligibilité.

*un relevé d'heures. Ce relevé permet d'inscrire les heures réalisées de toutes les personnes dont l'éligibilité a été validée par le facilitateur. Il doit être renvoyé une fois par mois, avant le 20 de chaque mois au facilitateur pour saisie et suivi de la réalisation de l'engagement du Titulaire.

- en cas de mise à disposition, le Titulaire informe le facilitateur du nom du partenaire de recrutement et des coordonnées mail et téléphoniques de la personne contact. Il demande au partenaire de prendre contact avec le facilitateur pour valider l'éligibilité de la personne retenue.

- en cas de sous-traitance à une SIAE ou une STPA, le Titulaire informe le partenaire de son obligation clause emploi et des modalités de suivi de la clause emploi. Le Titulaire demande au partenaire d'envoyer mensuellement le relevé d'heures au facilitateur.

En cas de difficultés, notamment économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise Titulaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

Tout manquement à ces obligations pourra entraîner l'application des pénalités prévues au CCAP.

17.2 - Clause environnementale applicable à tous les lots

Les fournitures, produits, consommables et matériels utilisés dans le cadre du présent marché doivent obligatoirement être conformes aux normes, réglementations et prescriptions en vigueur dans la profession, notamment en matière de protection de l'environnement, de santé publique et de sécurité des utilisateurs.

Le Titulaire s'engage à assurer une veille réglementaire permanente et à se conformer, sans délai, à toute évolution législative ou réglementaire applicable à son activité et aux prestations objet du présent marché, notamment en matière environnementale, sanitaire et technique.

Produits écoresponsables et substances interdites.

Pour l'exécution des prestations, et en particulier pour l'entretien des locaux, le Titulaire est tenu d'utiliser exclusivement des produits :

- présentant le plus faible impact environnemental et sanitaire possible ;
- biodégradables, dans la mesure compatible avec les exigences de performance attendues ;
- **exempts de substances classées comme perturbateurs endocriniens avérés ou présumés**, au sens des règlements européens en vigueur, notamment le règlement (CE) n° 1907/2006 dit *REACH*, le règlement (CE) n° 1272/2008 dit *CLP*, ainsi que toute liste ou classification officielle publiée par les autorités compétentes françaises ou européennes.

À ce titre, sont notamment interdits les produits contenant des substances identifiées comme perturbateurs endocriniens par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), l'ANSES ou toute autre autorité reconnue compétente.

Les produits utilisés devront être **obligatoirement écolabellisés**, sauf impossibilité technique dûment justifiée par le Titulaire et acceptée par le Pouvoir Adjudicateur. Les labels suivants sont admis, ou tout autre label équivalent :

- « Air intérieur contrôlé »
- « ECOCERT »
- « NF Environnement »
- « Écolabel européen »
- « EPA – Safer Choice »
- « Nature et Progrès »
- « Nordic Swan »
- « UL EcoLogo »

Contrôles, traçabilité et sanctions.

L'Organisme pourra procéder, à tout moment, à des contrôles afin de vérifier la conformité des produits et matériels effectivement utilisés avec ceux déclarés dans l'offre du Titulaire.

À ce titre, le Titulaire devra être en mesure de fournir, à première demande, les fiches de données de sécurité (FDS), certificats de labellisation, fiches techniques et tout document justificatif attestant de la conformité environnementale et sanitaire des produits utilisés.

Tout manquement à ces obligations pourra entraîner l'application des pénalités prévues au CCAP.

18 – MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE PROGRES

18.1 – Principe

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

Dans cette perspective, le Titulaire et l'Organisme conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai de douze (12) mois après la notification du marché.

18.2 – Axe de progrès

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après :

Axe 1 : amélioration de la qualité des prestations

Axe 2 : augmentation des dispositions prises dans le cadre de la démarche en faveur de l'environnement

Axe 3 : amélioration de la satisfaction client

Les axes de progrès pourront être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

18.3 – Conditions de mise en œuvre

18.3.1 – Elaboration du plan de progrès

La démarche est initiée par le Titulaire du marché à la date anniversaire du marché. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

18.3.2 – Suivi et pilotage du plan de progrès

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir trimestriellement (ou autre périodicité à définir) un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

18.4 – Architecture du plan de progrès

Le plan de progrès élaboré conjointement par les parties précisera les points suivants :

- 1) les objectifs mesurables et/ou quantifiables ;
- 2) les indicateurs de mesure associés ;
- 3) les actions à la charge du Titulaire ;
- 4) les actions à la charge de l'acheteur ;
- 5) les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- 7) les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers.

18.5 – Formalisation du plan de progrès

Dans l'hypothèse où le plan de progrès, validé par les parties, conduirait à modifier les stipulations du marché, il sera contractualisé dans le cadre d'un avenant au présent marché.

Dès lors qu'il ne modifie pas les stipulations du marché, le plan de progrès sera formalisé dans le cadre d'un échange de courriel.

19 – DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE

A l'occasion de l'exécution du marché de nettoyage des locaux et des vitreries, le Titulaire est tenu de remettre les documents dont le détail est donné dans le tableau ci-dessous :

Désignation des documents	Délais de remise des documents	Articles concernés
Justifications d'assurances	15 jours calendaires à dater de la notification de l'acceptation du marché	Article 21.2 du CCAP
Liste nominative des travailleurs	15 jours calendaires à dater de la notification de l'acceptation du marché	Article 16.4 du CCAP
Calendrier semestriel des prestations	30 calendaires à dater de la notification de l'acceptation du marché	Article 9 du CCAP
Liste des matériels par site	15 jours calendaires à dater de la notification de l'acceptation du marché	Article 5 du CCTP
Projet d'installation du chantier	15 jours calendaires à dater de la notification de l'acceptation du marché	

20 - CONFIDENTIALITE - SECURITE

20.1 - Confidentialité

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG FCS et dans le cadre des dispositions prises par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret et à la non communication des données personnelles dont il pourrait avoir connaissance ou être amené à détenir dans le cadre de sa prestation.

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie,

rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

20.2 - Engagement de discrétion et de confidentialité

Le terme « Informations confidentielles » signifie toutes les informations que le Titulaire reçoit de l'Organisme, traite ou crée pour le compte de celui-ci.

Le Titulaire et son personnel s'engagent :

- à ne pas divulguer à des tiers des informations qu'ils pourraient être amenés à connaître dans le cadre de leur activité chez l'Organisme ;
- à protéger les informations confidentielles de l'Organisme dont ils ont connaissance ou qu'ils manipulent et à ne pas les divulguer à autrui ;
- à ne pas mettre à profit les activités qui leur ont été confiées pour recueillir ou rechercher intentionnellement des informations confidentielles de l'Organisme sous quelque forme que ce soit ;
- à informer immédiatement l'Organisme de toute situation où de telles informations seraient recueillies par inadvertance, ou viendraient fortuitement à leur connaissance.

20.2 - Sécurité

Le Titulaire prend notamment les dispositions nécessaires à la protection des biens et équipements sur le lieu de son intervention. Il engage sa responsabilité en ce qui concerne les dégradations occasionnées dans le cadre de sa mission.

Le Titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux et s'engage à respecter les consignes de sécurité.

Pour les entreprises extérieures, intervenant pour la première fois sur un des sites de la CPAM et notamment dans le cadre de travaux importants comportant des risques particuliers ou de co-activité, il sera procédé, préalablement au démarrage de la prestation, à une présentation du site, des équipements en place, notamment en matière de sécurité et de consignes à respecter.

Les entreprises extérieures intervenantes auront de ce fait une obligation d'alerte, dès lors qu'elles, ou leurs préposés, auront connaissance d'un incident ou de tout dysfonctionnement mettant en péril la sécurité des personnes ou des sites.

20.3 - Règles de bonne conduite du personnel intervenant dans les locaux

Le personnel du Titulaire s'engage à respecter des règles de bonne conduite conformes au service attendu objet du marché.

Le personnel du Titulaire s'interdira notamment :

- De fumer dans les locaux ;
- De faire entrer dans les locaux toute matière prohibée par la législation en vigueur ;
- D'accueillir dans les locaux des personnes étrangères au besoin du service ;
- D'utiliser du matériel propriété de l'Organisme à des fins personnelles : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, fax, etc.), photocopieur, papeterie, etc.
- De porter atteinte à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du réseau informatique de l'Organisme. À ce titre, le personnel du Titulaire s'interdit :
- De brancher quelque équipement que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le réseau électrique du l'Organisme (chargeur de smartphone, etc.) ;
- De se connecter de quelque façon que ce soit sur le réseau informatique de l'Organisme (en filaire, en Wifi, etc.).

20.4 – Badges d'accès aux locaux

Dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, des badges permettant l'accès aux locaux des bâtiments seront remis au Titulaire.

Le Titulaire et son personnel s'engagent :

- à confier les badges uniquement au personnel concerné par l'activité du marché chez l'Organisme ;
- à utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité chez l'Organisme et durant les horaires d'intervention convenus entre le Titulaire et l' Organisme ;
- à assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;

- à ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre les dits badges et l'adresse du Titulaire objet du marché ;
- à avertir dans les plus brefs délais l'Organisme en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ;
- à restituer les badges à l'Organisme à terminaison du marché.

20.5 – Gestion de l'alarme anti-intrusion

Le Titulaire et son personnel ne disposeront d'aucun code confidentiel.

21 - RESPONSABILITÉ - ASSURANCES

21.1 - Responsabilité

Le Titulaire se déclare responsable et s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat et de moyen décrites dans les pièces contractuelles du présent marché.

Le Titulaire est seul responsable des infractions aux lois et règlement et ne peut exercer aucun recours contre l'Organisme en cas de condamnation encourue par lui ou ses employés. Il a la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

21.2 - Assurance

Le Titulaire s'engagera à fournir, s'il ne l'a pas fait à la remise de l'offre, une attestation d'assurance en cours de validité, stipulant qu'il est couvert, au titre de la responsabilité civile professionnelle, pour tous dommages matériels ou immatériels causés par ses préposés, ses sous-traitants et les personnes mandatées par lui.

Cette attestation devra être fournie dans les quinze (15) jours qui suivent la décision d'attribution du marché notifiée par la Caisse Primaire, ou à toute réquisition ultérieure, sous peine de nullité du contrat, sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

La garantie devra être suffisante ; elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement en charge.

Le Titulaire est tenu d'informer l'Organisme de toute modification afférente à son assurance, notamment dans sa résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les huit (8) jours qui suivent sa décision.

22 - CLAUSE D'ADHESION

Le simple fait de soumissionner par les candidats équivaut à accepter l'ensemble des clauses contenues dans le présent CCAP, sans pouvoir en modifier ni le contenu, ni la portée.

Ces mêmes clauses prévalent sur tout autre document ou contrat type émanant du Titulaire du marché.

23 - RESERVES

Dès la consultation du dossier et avant la remise de son offre, le candidat prendra soin de signaler, par écrit à la CPAM, toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, le candidat ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions pour justifier une demande de supplément.

24 - RESILIATION DU MARCHÉ

L'ensemble des dispositions du chapitre 7 du CCAG Fournitures Courantes et de Services (articles 38 à 45) s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

25 - REGLEMENT DES LITIGES

Le règlement alternatif des différends entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire concernant l'exécution du marché est soumis aux dispositions des articles L2197-1 à L2197-6 et R2197-1 à R2197-25 du Code de la Commande Publique.

26 - DOCUMENTS ANNEXES AU PRESENT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Les documents remis par les candidats dont l'offre aura été retenue seront intégrés au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, avec valeur contractuelle.

Il en est ainsi, notamment pour les actes d'engagement, les DPGF et le cadre de réponse mais aussi de tout autre document initial visant à expliciter / modifier l'offre ou le cadre contractuel, spécialement après notification du marché dès lors qu'il aura été approuvé par les co-contractants (*exemple : avenant modificatif*).

27 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Hormis les dérogations indiquées au présent CCAP, l'entreprise reste soumise au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (arrêté du 30 mars 2021).

Objet de la dérogation	Article du CCAG auquel il est dérogé	Article du CCAP introduisant la dérogation
Pénalités de retard	14	7